

Reporters sans frontières contre Hugo Chávez

(par Salim Lamrani ; <http://www.voltairenet.org/fr>)

Comme à son habitude, l'association de droit français co-subsidiée par les services états-uniens et le gouvernement français, Reporters sans frontières, a profité du passage à Paris du président Hugo Chávez pour se livrer à une nouvelle diatribe contre la révolution bolivarienne ; comme d'habitude, l'association n'a pas hésité à asséner les plus gros mensonges pour servir la propagande de Washington et tenter de discréditer une expérience politique originale qui résiste à l'Empire états-unien.

26 NOVEMBRE 2007

Profitant de la visite en France du président vénézuélien Hugo Chávez le 19 et le 20 novembre 2007, Reporters sans frontières (RSF) a rendu public une lettre adressée au président français Nicolas Sarkozy dans laquelle elle dénonce « *certaines dérives graves de son régime [et] son comportement sur la scène internationale* ». L'organisation parisienne, qui adopte dès le départ une position politique en se référant à un gouvernement démocratiquement élu à trois reprises en utilisant le terme péjoratif et stigmatisant de « régime », poursuit ainsi sa campagne de désinformation qu'elle mène contre le Venezuela [1].

« *Rarement chef d'État élu aura posé autant d'obstacles à la liberté d'expression sous son mandat* », assène Robert Ménard, le secrétaire général de l'association depuis 22 ans. « *Le président Chávez [a fait] taire toute voix critique ou dissidente, [et a éliminé] [...] progressivement toute forme de contre-pouvoir, en particulier celui de la presse [2]* ». Ainsi, selon RSF, il n'existerait plus aucune liberté d'expression au Venezuela et l'opposition n'aurait plus aucun moyen d'exprimer son désaccord avec la politique gouvernementale.

Il existe un moyen relativement simple pour vérifier la véracité des propos tenus par l'entité française de « *défense de la liberté de la presse* ». Il suffit de jeter un œil à la presse vénézuélienne et d'évaluer la place réservée à la critique contre Chávez et sa politique. Le quotidien *El Universal* estime que la réforme constitutionnelle qui sera soumise à un référendum populaire le 2 décembre 2007 présente plusieurs « *zones de danger pour la liberté de la presse* » et n'hésite pas à qualifier le gouvernement bolivarien de « *régime [...] totalitaire [3]* ».

Ce même journal accuse Chávez de faire fuir les investisseurs étrangers, souligne « *le risque d'investir au Venezuela* » à cause des politiques gouvernementales [4], publie une longue interview de Julio Borges, coordinateur national du parti d'opposition *Primero Justicia* qui affirme que « *Chávez veut mettre une muselière au pays [...] incompatible avec la culture de liberté du Vénézuélien [5]* », affirme que le projet bolivarien « *a échoué [6]* », accuse le gouvernement de répression et de violation de « *l'autonomie de[s] université[s] [7]* », fustige Chávez pour son « *immoralité [8]* », se fait l'écho d'une campagne visant à mettre en examen le président du pays pour « *délits de conspiration contre le système républicain et usurpation de fonctions [9]* », et divulgue la lettre ouverte de Robert Ménard à Nicolas Sarkozy [10]. Tout cela uniquement pour l'édition du 20 novembre 2007.

Pour sa part, *El Nacional* accuse les autorités de réprimer les étudiants [11], offre généreusement une tribune aux opposants de la réforme constitutionnelle [12] et évoque des soupçons de fraudes censées survenir lors du référendum de décembre 2007. Dans ses éditions du 19 et 20 novembre 2007, le journal *Tal Cual* dénonce les atteintes à la « *liberté d'expression [13]* », vilipende virulemment la réforme [14] – qui romprait « *le fil constitutionnel [15]* » – qu'elle qualifie de « *coup d'État [16]* », appelle à « *voter non pour préserver la démocratie [17]* », et accuse Chávez de « *jouer au héros* » dans l'affaire des otages colombiens [18]. Il fustige également « *l'alliance dangereuse* » entre le Venezuela et l'Iran [19].

De son côté, *El Mundo* stigmatise la violence des autorités [20], dénonce l'inflation dont serait responsable le gouvernement [21], affirme que la réforme représente un danger pour les Vénézuéliens [22] et condamne le rapprochement avec l'Iran [23]. Le journal *El Tiempo* dénonce la pénurie de certains produits alimentaires [24] ainsi que l'insalubrité régnante dans certaines zones du pays [25]. La chaîne de télévision *Globovisión* accuse le gouvernement de répression policière [26] et certifie que la réforme est une « *atteinte*

à la liberté d'expression », citant la Société interaméricaine de presse [27]. La chaîne de télévision *Venevisión* a pour sa part exhorté au rejet du projet constitutionnel contraire aux « valeurs démocratiques », retranscrivant les propos tenus par le syndicat patronal *Fedecámaras* [28], et qui serait sûrement entaché de « fraude [29] ».

Ce rapide panorama de la presse vénézuélienne, qui ne concerne que les éditions du 19 et 20 novembre 2007, démontre à quel point les propos tenus par Robert Ménard ne sont que pure désinformation et sont complètement déconnectés de la réalité médiatique vénézuélienne. L'immense majorité de la presse privée du pays, qui représente 80% des médias, est d'une virulence extrême – souvent à la limite du fanatisme – à l'encontre du président Chávez. Accuser ce dernier de constituer un obstacle à la « liberté d'expression » frise le ridicule. Tout spécialiste de la réalité vénézuélienne digne de ce nom peut attester de la liberté de ton dont font preuve les médias – liberté de ton qui serait inacceptable dans la « patrie des droits de l'homme » qu'est la France (Il est ironique de voir que Robert Ménard s'adresse à Nicolas Sarkozy, dont la mainmise sur les médias français est stupéfiante, pour protéger la liberté d'expression). Toute analyse empirique, même superficielle, débouche sur cette conclusion. Par conséquent, RSF n'est pas crédible dès lors qu'elle distille de telles contrevérités qui, de surcroît, sont aisément récusables.

RSF affirme également que « *RCTV, la plus populaire et la plus ancienne des chaînes de télévision du pays, a été exclue du réseau hertzien sur ordre d'Hugo Chávez, contre l'avis même d'une large partie de ses propres soutiens et au mépris de toute jurisprudence interaméricaine* [30] ». Ici, le mensonge est monumental. Tout d'abord, RCTV est une chaîne qui avait ouvertement soutenu le coup d'État contre le président Chávez en avril 2002 – détail qui semble négligeable pour RSF qui ne daigne pas le rappeler – sans pour autant en subir les conséquences (il est inutile de se demander ce qui serait arrivé à une chaîne française qui aurait soutenu un coup d'État contre Nicolas Sarkozy). De plus, il s'agit de la chaîne qui a été la plus sanctionnée dans l'histoire du Venezuela pour violations de la loi (une seule fois sous Chávez) [31]. Enfin, RCTV n'a aucunement été exclue du réseau hertzien sur « *ordre d'Hugo Chávez* ». La concession de la chaîne est arrivée à son terme le 28 mai 2007 et la Commission nationale des télécommunications du Venezuela – et non Chávez – a décidé, au vu des antécédents de RCTV, de ne point la renouveler afin de laisser l'espace hertzien à une autre chaîne, en parfait accord avec la législation du pays [32].

Par ailleurs, contrairement à ce qu'avance RSF, la décision a bénéficié d'un immense soutien populaire comme l'ont montré les manifestations de plusieurs centaines de milliers de personnes du 27 mai et du 2 juin 2007 [33]. De plus, le président a proposé de soumettre à un référendum populaire les décisions de renouveler ou non les concessions aux chaînes de télévision. Enfin, ce choix est en parfait accord avec l'article 156 de la Constitution vénézuélienne ainsi que l'article 108 de la Loi organique des télécommunications qui donnent au gouvernement le pouvoir de réguler l'accès à l'espace hertzien [34]. Depuis sa première élection à la présidence, Chávez n'a jamais fait fermer un seul média. Depuis 1998, seuls deux médias ont cessé temporairement d'émettre. Il s'agit du *Canal 8* et de *Catia TV* qui ont été fermés entre le 11 et le 13 avril 2002 par les putschistes dont l'action avait été saluée par RCTV.

Dans le monde entier, chaque année, de nombreuses concessions ne sont pas renouvelées par les autorités compétentes, sans susciter aucune indignation de la part de RSF. L'organisation ne s'est jamais prononcée sur les cas des chaînes de télévision espagnoles *TV Laciana* en 2004, *TV Católica* en 2005 et *Tele-Asturias* en 2006, dont les concessions n'ont pas été renouvelées. Il en a été de même pour les chaînes britanniques *One TV*, *Actionworld* et *StarDate TV 24* en 2006, et *Look for Love 2* en 2007 [35].

RSF dénonce également « *l'ampleur du contrôle qu'exerce le chef de l'État vénézuélien sur le paysage médiatique* [36] ». Il s'agit encore une fois d'un mensonge monumental. Pour la bande VHF, en 2000, il y avait 19 chaînes de télévision privées et 1 publique. En 2006, le chiffre est passé à 20 chaînes privées contre une seule chaîne publique. Depuis le 28 mai 2007, il y a 19 chaînes privées et deux chaînes publiques, *Venezolana de Televisión* et *TVes* qui remplace RCTV sur les ondes hertziennes. Pour la bande UHF, en 2000, il y avait 28 chaînes privées et deux chaînes publiques. En 2006, il y avait 44 chaînes privées et 6 publiques. Au niveau des radios, pour les ondes AM, en 2000 et 2006, il y avait 36 radios publiques contre 143 radios privées. Pour les ondes FM, il y avait 3 radios publiques contre 365 radios privées en 2000. En 2006, le chiffre est passé à 440 radios privées et 10 radios publiques [37]. Ainsi, RSF trompe délibérément l'opinion publique.

RSF a stigmatisé un projet de loi visant à limiter tout financement étranger d'organisations non gouvernementales. En effet, les États-Unis, promoteurs du coup d'État d'avril 2002, financent actuellement de nombreuses organisations appartenant à l'opposition. L'avocate Eva Golinger a dévoilé les noms des personnes stipendiées par Washington. Mais pour Ménard, cette décision constitue « *une véritable mise au pas de la société civile et de ses composantes* [38] ». Croit-il que la France accepterait qu'une opposition

déjà responsable d'un putsch soit financée par une puissance étrangère ? Le code 411-4 du code pénal français est éloquent à cet égard :

« Le fait d'entretenir des intelligences avec une puissance étrangère, avec une entreprise ou une organisation étrangère ou sous contrôle étranger ou avec leurs agents, en vue de susciter des hostilités ou des actes d'agression contre la France, est puni de trente ans de détention criminelle et de 450 000 euros d'amende.

Est puni des mêmes peines le fait de fournir à une puissance étrangère, à une entreprise ou une organisation étrangère ou sous contrôle étranger ou à leurs agents les moyens d'entreprendre des hostilités ou d'accomplir des actes d'agression contre la France ».

Robert Ménard souligne enfin que ses « *'offres de dialogue se sont heurtées à l'accusation, aussi grotesque qu'infondée, selon laquelle notre organisation travaillerait pour le compte du renseignement américain et chercherait à organiser un nouveau coup d'État [39]*' ». Comment peut-il en être autrement lorsque l'on sait que RSF avait soutenu le coup d'Etat d'avril 2002. Est-il besoin de rappeler la déclaration publiée par RSF le 12 avril 2002 ? :

« Reclus dans le palais présidentiel, Hugo Chávez a signé sa démission dans la nuit, sous la pression de l'armée. Il a ensuite été conduit au fort de Tiuna, la principale base militaire de Caracas, où il est détenu. Immédiatement après, Pedro Carmona, le président de Fedecámaras, a annoncé qu'il dirigerait un nouveau gouvernement de transition. Il a affirmé que son nom faisait l'objet d'un "consensus" de la société civile vénézuélienne et du commandement des forces armées [40] ».

En réalité, Chávez n'a jamais « *signé sa démission* », mais RSF avait repris sans aucune réserve la version des putschistes et avait essayé de convaincre l'opinion publique internationale que Pedro Carmona était le nouveau président légitime.

Comment peut-il en être autrement lorsque l'on sait que RSF est financée par la *National Endowment for Democracy (NED) [41]* ? Qu'est-ce que la NED ? Selon le *New York Times*, « *La National Endowment for Democracy a été créée il y a 15 ans pour réaliser publiquement ce que la Central Intelligence Agency (CIA) a fait subrepticement durant des décennies. Elle dépense 30 millions de dollars par an pour appuyer des partis politiques, des syndicats, des mouvements dissidents et des médias d'information dans des dizaines de pays [42]* ». D'après Allen Weinstein, qui avait contribué à faire adopter la législation donnant naissance à la NED, « *beaucoup de ce que nous faisons aujourd'hui a été fait par la CIA il y a 25 ans de manière clandestine [43]* ». Ainsi, RSF reçoit des émoluments d'une officine écran de la CIA et ne peut être impartiale.

Robert Ménard et son organisation ne sont pas crédibles lorsqu'ils affirment être uniquement intéressés par la « *liberté de la presse* ». En réalité, ils défendent un agenda politique indéniable et mènent une croisade acharnée contre le gouvernement démocratique et populaire d'Hugo Chávez. Il est temps que RSF quitte enfin son masque et dévoile au grand jour son vrai visage.

Salim Lamrani

Enseignant, écrivain et journaliste français, spécialiste des relations entre Cuba et les États-Unis. Auteur de *Cuba face à l'empire : Propagande, guerre économique et terrorisme d'État*, dernier ouvrage publié en français : *Double Morale. Cuba, l'Union européenne et les droits de l'homme*

[1] Reporters sans frontières, « Reporters sans frontières écrit à Nicolas Sarkozy à la veille de sa rencontre avec son homologue vénézuélien, Hugo Chávez », 19 novembre 2007. http://www.rsf.org/article.php3?id_article=24425 (site consulté le 19 novembre 2007).

[2] Ibid

[3] Vivián Castillo, « SIP ratifica validez de su último informe sobre Venezuela », El Universal, 20 novembre 2007.

[4] Víctor Salmerón, « La inversión extranjera cae a tan sólo 317 millones de dólares », El Universal, 20 novembre 2007.

[5] Elvia Gómez, « 'Hugo Chávez quiere ponerle al país un zapato apretado' », El Universal, 20 novembre 2007.

- [6] Ana María Pérez, « Alcalde de Santa Teresa se pronunció en contra de reforma », *El Universal*, 20 novembre 2007.
- [7] Zuma López, « Detenido decano y tres alumnos de UPEL Táchira », *El Universal*, 20 novembre 2007.
- [8] *El Universal*, « MAS llama a abstencionista a votar por unidad del país », 20 novembre 2007.
- [9] *El Universal*, « Breves políticos », 20 novembre 2007.
- [10] *El Universal*, « RSF criticó a Chávez en carta abierta a Sarkozy », 20 novembre 2007.
- [11] Eleonora Delgado & Simón González, « Órganos de seguridad de Táchira reprimen a estudiantes », *El Nacional*, 19 novembre 2007.
- [12] *El Nacional*, « Ismael García conduce programa contra la reforma en Globovisión », 18 novembre 2007 ; *El Nacional*, « Borges : La oposición tiene grandes posibilidades de ganar referéndum », 18 novembre 2007.
- [13] Patricia Clarembaux, « Miente, que algo queda », *Tal Cual*, 20 novembre 2007.
- [14] Ramón Sahmkow, « El 112, el artículo de la reforma en el que ser rico es malo », *Tal Cual*, 20 novembre 2007.
- [15] *Tal Cual*, « 'Miedo a la reforma llega al chavismo', según Martínez », 19 novembre 2007
- [16] *Tal Cual*, « Baduel habla esta vez hacia el mundo », 19 novembre 2007.
- [17] *Tal Cual*, « Votar No para preservar la democracia », 19 novembre 2007.
- [18] *Tal Cual*, « Uribe da plazo a Chávez para que siga jugando al héroe », 20 novembre 2007.
- [19] *Tal Cual*, « La alianza peligrosa », 19 novembre 2007.
- [20] *El Mundo*, « Batalla a tiros en Sabana Grande », 20 novembre 2007.
- [21] *El Mundo*, « Cotización del dólar no oficial continúa con tendencia alcista », 20 novembre 2007.
- [22] *El Mundo*, « La independencia de los poderes es fundamental para ser consejeros », 20 novembre 2007.
- [23] *El Mundo*, « Chávez y Ahmadineyad juntos y revueltos », 20 novembre 2007.
- [24] K. Jurado & K. Irigoyen, « El pollo también escasea en los supermercados de la zona », *El Tiempo*, 20 novembre 2007.
- [25] *El Tiempo*, « ¿Y las autoridades sanitarias ? », 20 novembre 2007.
- [26] JDG, « Policía del municipio Junín del Estado Táchira detubo a director-decano de la UPEL », *Globovisión*, 19 novembre 2007.
- [27] AQB, « SIP : reforma constitucional amenaza libertad de expresión en Venezuela », *Globovisión*, 19 novembre 2007.
- [28] *Venevisión*, « Fedecámaras reitera su rechazo a la reforma constitucional y pide la postergación del referendo », 19 novembre 2007.
- [29] *Venevisión*, « Copei considra que la oposición debe unirse para cuidar los votos el 2D », 19 novembre 2007.
- [30] *Reporters sans frontières*, « Reporters sans frontières écrit à Nicolas Sarkozy à la veille de sa rencontre avec son homologue vénézuélien, Hugo Chávez », op. cit.
- [31] *Agencia Bolivariana de Noticias*, « RCTV ha sido el canal más sancionado en Venezuela », 29 mars 2007.
- [32] Lamia Oulalou, « Chávez bâillonne la télé d'opposition », *Le Figaro*, 26 mai 2007.
- [33] *Agencia Bolivariana de Noticias*, « Hoy el pueblo demostró que está movilizado en apoyo a la revolución », 2 juin 2007.
- [34] *L'Express*, « Chávez bâillonne la dernière chaîne d'opposition », 29 mai 2007.
- [35] Jean-Luc Mélanchon, « Où va la bonne conscience anti-chaviste », 26 mai 2007, www.jean-luc-melanchon.fr (site consulté le 30 mai 2007).

[36] *Reporters sans frontières*, « Reporters sans frontières écrit à Nicolas Sarkozy à la veille de sa rencontre avec son homologue vénézuélien, Hugo Chávez », op. cit.

[37] *Telesur*, « Informe RSF 'Cierre de Radio Caracas Television. La consolidación de una mentira mediática a través de 39 embustes », 7 juin 2007.

[38] *Reporters sans frontières*, « Reporters sans frontières écrit à Nicolas Sarkozy à la veille de sa rencontre avec son homologue vénézuélien, Hugo Chávez », op. cit.

[39] *Ibid*

[40] *Reporters sans frontières*, « Un journaliste a été tué, trois autres ont été blessés et cinq chaînes de télévision brièvement suspendues », 12 avril 2002. www.rsf.org/article.php3?id_article=1109 (site consulté le 13 novembre 2006).

[41] Robert Ménard, « Forum de discussion avec Robert Ménard », *Le Nouvel Observateur*, 18 avril 2005. www.nouvelobs.com/forum/archives/forum_284.html (site consulté le 22 avril 2005).

[42] John M. Broder, « Political Meddling by Outsiders : Not New for U.S. », *The New York Times*, 31 mars 1997, p. 1.

[43] Allen Weinstein, *Washington Post*, 22 septembre 1991.